

Adveniat regnum tuum

Dieu protège la France!

Samedi 31 août. — S. RAYM. NONNAT

VENREDI 30 AOUT 1912

La journée

On est encore sans nouvelles des neuf Français, prisonniers à Marrakech. Des négociations indirectes ont été engagées pour obtenir leur mise en liberté.

Une certaine effervescence est constatée dans les groupes dissidents des Zemmours et des Zaers.

Dans le Nord, le rogui prêche la guerre sainte.

On pense que c'est à Montreux que les pourparlers officiels ont lieu entre l'Italie et la Turquie.

Le ministre des Affaires étrangères de Turquie a informé l'ambassadeur d'Allemagne que la Porte accepterait l'échange des prisonniers civils proposé par l'Italie.

On constate avec satisfaction à Vienne que la proposition Berthold a déjà eu pour effet de dissuader les Etats balkaniques de rien tenter contre le « statu quo » de la péninsule.

Les inondations continuent à causer de graves ravages en Angleterre.

On signale de New-York un bruit, venant de Panama, d'après lequel cinquante matelots américains auraient été tués au Nicaragua; les détails manquent.

Pour les sinistrés de Gallipoli

La souscription que le Figaro a ouverte pour les sinistrés de Gallipoli s'élève à 544 fr. 80. Nous sommes très heureux de le signaler.

Médaille bien gagnée

Le général Duchesne, qui se connaît en bravoure, ainsi qu'il l'a montré dans sa brillante carrière militaire, avait demandé, et il vient d'obtenir sans peine, pour le vénérable chanoine Saliquet, de Châteaurox, aujourd'hui âgé de 80 ans, la médaille de 1870.

Ancien aumônier, M. le chanoine Saliquet, qui avait déjà donné des preuves de son dévouement en soignant nos soldats pendant la terrible épidémie de choléra de 1864, vécut six mois de la guerre au milieu de soldats que décimait la variole noire, leur prodiguant ses soins et donnant à six cents d'entre eux, qui moururent sous ses yeux, les secours de la religion. Il échappa par miracle seulement aux dangers des deux effroyables épidémies qu'il avait si vaillamment bravées.

Il n'est pas de médaille mieux méritée.

Une protestation de Mgr Boutry

Le Puy, 30 août. — Mgr Boutry, évêque du Puy, s'élève, en une digne et énergique protestation, dans la Semaine religieuse, contre l'attribution des immeubles composant le Petit Séminaire de Monistrol-sur-Loire à la commune de Monistrol. L'établissement prétendu attribué n'a jamais appartenu à l'Etat, dit Monseigneur, l'Etat n'a aucun droit d'en disposer. « Regardons comme nul l'acte par lequel on nous ravit des biens qui sont et resteront propriété ecclésiastique et sacrée. »

Bibliothèque des « Conférences »

Plusieurs conférences publiées les années précédentes dans la très intéressante revue Les Conférences (abonnement, un an, 6 francs, 5, rue Bayard), viennent d'être réimprimées en fascicules spéciaux pour prendre place dans la Bibliothèque des « Conférences ». Chaque livret est accompagné de vues de projections. Voici les titres et les numéros d'ordre de ces conférences :
36. Le P. Damien, apôtre des lépreux (55 vues).
37. Le rôle social des missions (54 vues).
38. L'Eglise et les œuvres (35 vues).
39. Existence et spiritualité de l'âme (24 vues).
40. Le sacrifice dans l'économie de la religion (50 vues).
41. L'héroïsme des Françaises (37 vues).
D'autres livrets sont en préparation. Chaque livret, 0 fr. 25; port, 0 fr. 05. — 5, rue Bayard, Paris, VIII.

Pour les vues de projections s'adresser : 22, cours la Reine, Paris, VIII.

UNE PAGE D'HISTOIRE

Les Syndicats d'instituteurs publics

Le développement des Syndicats — Les conflits — Les syndicalistes à la C. G. T. et dans les Amicales — Qu'y a-t-il de changé ?

Interpellé à la Chambre le 7 novembre 1905, M. Rouvier, alors président du Conseil, dénia aux instituteurs le droit de se syndiquer. Il fut cependant décidé qu'en attendant le vote du statut des fonctionnaires les Syndicats existants ne seraient pas inquiétés et qu'on se bornerait à empêcher qu'il s'en formât de nouveaux. Les poursuites engagées contre les administrateurs du Syndicat de Paris furent même abandonnées.

Enhardis par cette première victoire, les instituteurs firent fi du vœu de la Chambre et multiplièrent les Syndicats. Il s'en constitua de nouveaux dans les Bouches-du-Rhône, le Maine-et-Loire, les Deux-Sèvres, la Loire-Inférieure, le Nord, la Marne, l'Aube et le Rhône.

Entre temps se fondait le Comité central pour la défense du droit syndical, des salariés de l'Etat, des départements et des communes auquel adhéraient immédiatement la Fédération nouvellement créée des Syndicats d'instituteurs. On lançait avec grand fracas le manifeste des instituteurs syndicalistes, et le jour même où se constituait la Fédération des Syndicats d'instituteurs, le 22 février 1906, le Syndicat de la Seine organisait à Paris, avec le concours de MM. Jaurès et Buisson, sous la présidence de M. Anatole France, une grande conférence de propagande syndicaliste.

Interpellé au Sénat le 7 avril 1906, M. Briand, ministre de l'Instruction publique, qui avait voté précédemment à la Chambre en faveur des syndicalistes, promit de s'opposer à la formation de tout nouveau Syndicat. Ceux en formation, de la Somme et du Finistère, durent céder aux menaces de poursuites.

Mais subrepticement ou ouvertement, à l'insu du gouvernement ou en le provoquant, des Syndicats nouveaux se formèrent cependant.

En 1907, le Syndicat du Rhône adhéra, malgré M. Briand, à la Bourse du travail de Lyon. C'est alors une série de conflits avec le pouvoir, et nous ne pouvons songer à les signaler tous.

C'est le Syndicat de la Seine, déjà adhérent à l'Union des Syndicats, qui demande son affiliation à la Bourse du travail de Paris. Le préfet de la Seine s'y oppose, et l'ancien anarchiste Clemenceau, devenu président du Conseil, entreprend une lutte ardente contre les Syndicats d'instituteurs.

Le 11 mars, le gouvernement déposait un projet de statut des fonctionnaires, contre lequel protesta, par lettre ouverte à M. Clemenceau, le Comité central pour la défense du droit syndical. Des poursuites sont engagées contre les signataires au nombre desquels se trouve l'instituteur Nègre, secrétaire de la Fédération des Syndicats d'instituteurs. Bientôt après, Nègre était révoqué et, durant plusieurs années, il allait inonder la presse de ses persévérantes autant qu'insipides réclamations.

Au Congrès de Nantes, le 29 mars et jours suivants de la même année, l'adhésion de la Fédération de la C. G. T., déjà votée en principe depuis un an, devenait définitive.

En 1908, le gouvernement interdit, sous peine de sanctions rigoureuses, le Congrès mixte qui devait réunir à Lyon, pour « l'adaptation des programmes scolaires aux besoins de la classe ouvrière », les représentants de cette dernière avec les délégués des Syndicats d'instituteurs.

La même année, le Syndicat du Maine-et-Loire entreprenait une agitation qui devait se poursuivre durant plusieurs années et dont toute la presse a maintes fois entretenu le public.

Les élections de décembre 1910 aux Conseils départementaux marquent un énorme progrès des syndicalistes. A Paris et dans les nombreux départements où ils présentaient des candidats, les syndicalistes voient leurs amis passer le plus souvent à de très fortes majorités.

Les Syndicats continuent à organiser des Congrès.

En annonçant celui de Marseille, en 1911, M. Glay, qui jouait dans ces Congrès un rôle prépondérant, écrivait (*Humanité* du 14 avril) : « La Fédération nationale a conquis définitivement le droit de se réunir librement. »

Le Congrès de Marseille marquait une forte tendance à l'autonomie. M. Glay y faisait le procès de l'école laïque actuelle et dénonçait l'influence déformatrice des hommes politiques et des Comités radicaux.

Le rapprochement avec la C. G. T. se faisait chaque année plus complet.

Entre temps, la Fédération se débarrassait de la personne un peu encombrante de M. Nègre et fixait le siège de la Fédération à Lyon. Le nouveau secrétaire général, M. Léger, excellent instituteur, dit-on, aurait bientôt l'occasion de manifester ses qualités de militant aussi modéré que résolu.

L'incident Paoli la lui fournit. Cet incident se doubla de l'affaire Léger elle-même. Ces événements sont trop récents, et la *Croix* les a trop fidèlement rapportés et commentés par la plume de M. Jean Maxe pour que je les rappelle de nouveau.

Par leur entente et leur union étroite, la

Fédération des Syndicats et celle des Amicales remportèrent, en la circonstance, une victoire sans précédent. Peut-être triomphèrent-elles trop bruyamment même et fournirent-elles prétexte à la répression d'aujourd'hui ?

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de cette victoire et de ses conséquences, nous ne pouvons terminer sans rappeler, en réponse à la thèse du ministre et de toute la presse gouvernementale, qui soutiennent que les syndicalistes sont une infime minorité, que l'esprit syndicaliste a pénétré profondément le corps enseignant et domine cette Fédération des Amicales, si chère à certains journaux sectaires et aux Comités radicaux.

Depuis longtemps en lutte contre le pouvoir, les Syndicats d'instituteurs perdaient leur énergie première. Surveillés de près par leurs chefs hiérarchiques, traqués parfois par les ministres, les militants intimidés, sinon découragés, modifient leur tactique.

La Fédération des Amicales, d'où ils sont sortis et dans laquelle ils ont conservé certaines influences, a toutes les faveurs du pouvoir et toute liberté de manifestation. Pourquoi donc ne pas utiliser ce groupement ? Et de ce jour, le but des syndicalistes est double : soutenir tant bien que mal leurs Syndicats, les développer même si possible, mais en même temps entrer dans les Amicales, y conquérir l'influence, les situations élevées, le nombre.

Il ne fallut pas un temps bien long pour réaliser ce dessein.

C'est au Congrès de Paris, en 1909, que ce projet revêt une forme concrète. Il y est décidé que chaque syndicat adhérerait aussi à une Amicale, dans laquelle il se livrerait à une active propagande syndicaliste. Et le dernier Congrès de Chambéry a voté une motion à peu près semblable.

Les Amicales, loin d'exclure les syndicalistes, les ont reçus à bras ouverts et leur ont donné champ libre. Bientôt même elles devaient se donner des dirigeants syndicalistes. Fatiguées de la domination de M. Carnaud, les Amicales le faisaient échouer aux élections et se débarrassaient de ses acolytes. Les syndicalistes profitent de ces dissensions et se hissent adroitement aux postes les plus élevés. C'est d'autant plus aisé que les amicalistes ne sont pas ennemis de la surenchère. On le vit bien au Congrès de Nancy, en août 1909. Plusieurs syndicalistes étaient candidats au Conseil fédéral. Avant le scrutin, l'un d'eux déclare que non seulement il est cégétiste, mais que dans la C. G. T., ses préférences vont aux révolutionnaires. Vous penserez que cette profession de foi écœura les patriotes qui peuplent les Amicales et qu'il n'eût qu'un nombre infime de voix : Déterminez-vous ! il fut élu et devint l'un des deux secrétaires fédéraux. La moitié des membres du Conseil étaient syndicalistes. Au Congrès de Nantes ceux-ci finissent par avoir la majorité, et la Fédération des Amicales est dirigée en fait par MM. Glay et Roussel, syndicalistes antimilitaristes.

Le gouvernement dissout les Syndicats d'instituteurs, et il fait bien puisque ces Syndicats seraient complètement de leur rôle. Mais en brisant ces cadres, il ne guérit pas le mal. Les instituteurs antimilitaristes, qui ne sont pas tous syndiqués d'ailleurs, restent et pourrissent impunément enseignant les théories hérétiques. Les Amicales d'instituteurs, qui groupent la presque totalité des membres de l'enseignement primaire public et qui se solidarisent avec les syndicalistes les plus en vue, demeurent et elles continuent, sans doute, à recevoir les encouragements des pouvoirs publics. Des revues antimilitaristes comme la *Revue de l'Enseignement primaire*, voire même l'*Ecole émancipée*, continueront auprès des maîtres leur infâme propagande.

Qu'y a-t-il donc de changé ? Rien.

Qu'y a-t-il de nouveau ? Une plus grande agitation et un peu plus d'anarchie dans l'école laïque, et autour d'elle. Mais qu'on ne s'y trompe pas. La dissolution des Syndicats d'instituteurs est peut-être un palliatif : ce n'est pas un remède.

Ce qu'il faut, c'est non seulement changer la mentalité des maîtres, ce à quoi l'Etat est impropre, mais modifier profondément le régime scolaire actuel.

AUG. OUVRIER.

GAZETTE

L'épais fonctionnaire!

Le percepteur de Bégard (Côtes-du-Nord) vient de recevoir la gestion des biens de l'ancienne Fabrique de Landebaeron, attribués à la commune. Cela fait partie de ses fonctions. Sur les comptes, il restait de un reliquat du compte de gestion du trésorier, se montant à 2 fr. 72, que l'administration de l'enregistrement, depuis 1897, avait négligé de recouvrer ou de rechercher.

Le percepteur — espérons qu'il n'y en a pas beaucoup de cette espèce — a vu là tout de suite l'occasion de chercher noise à l'honorable trésorier de la Fabrique, en l'accusant d'avoir fait disparaître les 2 fr. 72.

Et il écrivit officiellement au maire de Landebaeron :

NOTE DU PERCEPTEUR

« Monsieur le maire, Le nommé Leyzoum Jean-Marie étant passible de frais de poursuites de droit commun, pour 2 fr. 72 qu'il redoit, d'après le procès-verbal de sequestre que j'ai entre les mains, je vous prie de faire prendre une délibération du Conseil vous autorisant à l'attaquer en justice de paix pour le paiement de cette somme. Il sera condamné à une amende de 7 fr. 93 et à payer 2 fr. 72. Lorsque j'aurai l'extrait du jugement, j'établirai immédiatement un état d'incarcération pour débiteurs insolvables, et je pense qu'il préférera payer plutôt que d'être em-

mené à Guingamp par deux gendarmes. » Suit cette grossière plaisanterie : « Il pourrait se faire accompagner (à la prison) par son curé, qui est son conseil. » C'est charmant d'avoir affaire à des fonctionnaires aussi délicats !

Nos pharisiens

Tandis que le gouvernement chasse les religieuses des cliniques privées, il est une clinique qui a pourtant trois religieuses pour soigner ses malades et qu'on n'inquiète pas, attendu qu'un précieux talisman la protège contre les foudres administratives.

Cette clinique, qui est située en Normandie, et porte un nom de saint, est dirigée par le docteur Steeg qui en est le propriétaire. Or, le docteur Steeg est le propre frère du sectaire protestant qui est ministre de l'Intérieur.

Désaxonalisation

« La race anglaise se transforme, elle devient petite, brune, émotive et nerveuse. » Voilà ce que proclament quelques autorités scientifiques et que corroborent quelques observateurs professionnels.

Un vieux photographe a déclaré qu'autrefois 60 pour 100 de ses clientes étaient blondes ; aujourd'hui, 80 pour 100 sont brunes. « Elles possèdent tous les caractères qu'on attribue aux races méridionales. » Ces Anglaises sont inexactes, incapables de rester immobiles, habillards ; elles tressaillent au moindre bruit. Un sergent recruteur a confirmé que 85 pour 100 des engagés volontaires sont bruns.

Les Anglo-Saxons se désaxonaliseraient donc pour redevenir Bretons, apportant par là un argument à cette théorie que l'expansion par la conquête ne change pas l'essence ethnique des sols dominés.

Ils s'appelaient Marie!

La veuve d'un fonctionnaire des contributions indirectes demandait, voici plusieurs mois, un bureau de tabac.

Les raisons qu'elle invoquait étaient tout à fait dignes d'intérêt : son mari était mort en service, et, comme il n'y avait pas six ans qu'il était marié, elle n'avait droit à aucune pension de retraite. D'autre part, sans fortune, elle avait trois enfants à élever.

La demande de bureau de tabac suivit la voie hiérarchique.

Le sous-préfet, le maire, le préfet donnèrent avis favorable, de même les chefs du mari décédé.

La requête arriva au ministère des Finances. Tout semblait devoir réussir.

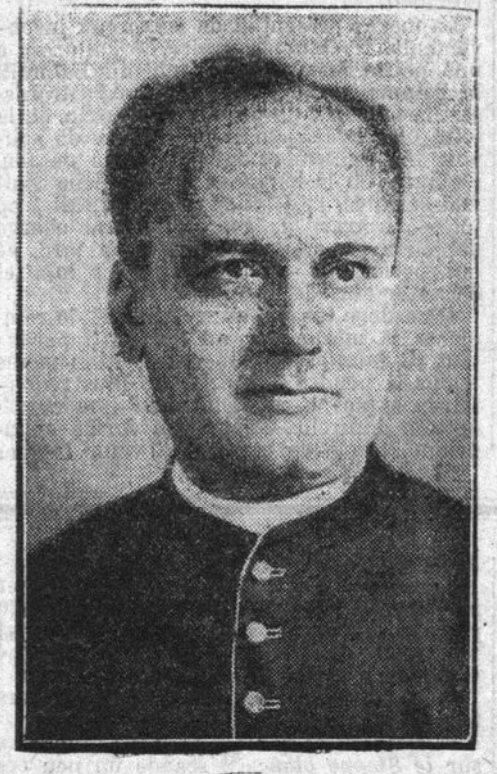
Malheureusement, dit le *Cri de Paris*, à qui nous empruntons ces détails, un employé découvrit que la postulante se prénomme — ainsi que son époux défunt — Marie. Et sur le dossier il inscrivit à l'encre verte l'énorme cabalistique des refus :

S'appelle Marie ainsi que son mari : doit appartenir à des familles réactionnaires.

Et la malheureuse n'obtint pas son bureau de tabac.

Mgr Georges Gauthier évêque auxiliaire de Montréal (Canada)

Mgr Gauthier est né à Montréal le 9 octobre 1871 et fut ordonné le 29 septembre 1894. De 1894 à 1896, il étudia à Rome, en Italie, d'où il revint docteur en droit canonique. Il fut professeur au Grand Séminaire de Montréal de 1896 à 1898, attaché



à l'administration de l'archevêché de Montréal de 1898 à 1902, puis chapelain de la cathédrale dont il fut nommé curé en 1904. Il était chanoine titulaire de la cathédrale de Montréal.

Remarqué par sa science, son éloquence, son tact, sa distinction, le chanoine Gauthier avait été envoyé jusqu'à Londres au-devant du légat, le cardinal Vincent Vannutelli, à la veille du Congrès eucharistique de Montréal. Aucun des congressistes français présents sur l'Empress of Ireland n'a oublié son affabilité.

Mgr Georges Gauthier s'était fait remarquer par le souci tout sacerdotal qu'il avait des questions sociales. Dernièrement, Mgr Bruchesi le délégué avec son frère, le R. P. Sulpicien Henri Gauthier, au Congrès international de la Protection de la Jeune Fille, à Turin, où ils obtinrent un vif succès à raconter les initiatives du Foyer de Montréal.

Ils visitèrent des œuvres catholiques nombreuses en Italie et en France, et c'est dans ce voyage qu'une note de la *Croix* apprit à Mgr Gauthier son élévation à la dignité épiscopale.

Deux des neuf prisonniers français d'El-Hiba



M. MAIGRET consul à Marrakech



Le commandant VERLET-HANUS

La crise du revolver

Aujourd'hui l'usage du revolver est devenu un argument sans réplique. La poudre parle à propos de tout, et elle parle à rendre des points au grand parleur Jaurès. Elle parle quotidiennement par vengeance, par cupidité, par accident ; il lui arrive même de parler pour parler.

Rien n'est sans cause. Ici la cause n'est pas malaisée à trouver ; il est plus difficile de la taire : ce n'est ni une petite affaire, ni une affaire d'un jour de réformer des mœurs issues du déchaînement des passions sans aucun frein. Le « tue-la » d'Alexandre Dumas a prospéré ; il est devenu le tue-le — tue-le — tue quiconque te contrarie ou te dérange dans le droit de « vivre la vie ». Pourtant la loi de Dieu, d'où sont tirées toutes les lois justes de nos codes, était bien simple, bien formelle, bien à la portée de tous : « Tu ne tueras pas. » Mais on a supprimé Dieu de l'école, comme de partout. Par suite nécessaire, on a supprimé son enseignement.

Et la parole refusée au bon Dieu, a été ainsi largement donnée au revolver. Cela est si vrai qu'un ami me disait l'autre jour : « Quand un passant m'aborde pour me demander de lui indiquer son chemin, je regarde toujours si sa main ne caresse pas un revolver dans sa poche. » Une autre preuve, c'est que les jurys sont toujours disposés à absoudre l'usage du revolver. Celui de la Seine acquittait récemment une femme qui avait tué sa rivale, parce que, dans un moment de fureur folle, elle avait tiré au hasard. Je veux bien, moi ; pourtant, je me permettrai d'observer timidement que si elle ne s'était préalablement munie d'un pistolet, elle n'aurait pas tiré, et que, si, au lieu de sa rivale, un merle

NOTRE ENQUÊTE

Puissance de ténèbres Puissance de lumière

Réponse de M. l'abbé Lefebvre directeur de la « Croix de Seine-et-Marne »

Il est bien certain que la presse, surtout la presse religieuse hebdomadaire en Seine-et-Marne en sont une preuve. Ces progrès, elle les doit à sa soumission, à la hiérarchie, à la haute protection dont la hiérarchie n'a cessé de la couvrir. Aussi, comme je suis reconnaissant au Souverain Pontife Pie X de la première mesure par laquelle il a réglé la condition des journalistes-chrétiens, des prêtres surtout ! Loin d'ajouter un poids à nos épaules, il nous a donné des ailes. Nos récentes *Journées de presse* — ce n'est pas l'abbé Thellier de Poncheville qui me contredira — l'ont bien montré. A la suite de son évêque, dans chaque chef-lieu d'arrondissement, on a vu tout le clergé y accourir et témoigner par là : que c'est une œuvre religieuse des plus indispensables que celle que font les prêtres journalistes ; qu'à cette œuvre pénitente et doivent collaborer tous ceux qui ont charge d'âmes et mission de les évangéliser ; qu'à cette œuvre enfin tous les pieux fidèles doivent estime, sympathie et concours le plus généreusement dévoué. Collaboration et concours ne se sont pas fait attendre. Aussi ne pouvons-nous qu'en être profondément reconnaissants à Monseigneur notre évêque.

Tant qu'on se bornera à recommander la lecture des journaux qui n'attaquent pas la religion, ou qui la défendent, tout en adhérant à une politique qui divise, on entretiendra l'anarchie parmi les catholiques, et aucun progrès de l'idée religieuse, de l'unité d'action, parmi les catholiques, ne sera possible. Il n'y aura possibilité de progrès, pour l'une et pour l'autre, que le jour où partout les évêques auront des journaux qui, sous leur haut patronage, prêcheront la vérité et la défendent, comme la prêche et la défendent les prédicateurs, du haut de la chaire, sans y mêler aucune politique de parti.

J. B.

